

ITALIE

L'ITALIE, LE PIRE DES SCENARIOS ?

A ce jour, l'Italie est avec l'Espagne l'un des pays les plus touchés en Europe - et même dans certains aspects du monde. Ce texte vise à donner un aperçu exhaustif de la chronologie de la crise ainsi que des mesures politiques prises. En outre, il donne un aperçu de la situation actuelle du système de santé, de la vision du pays sur le rôle de l'Union européenne dans la gestion de la crise et ses effets économiques probables.

Les premiers cas ont été détectés en janvier. Un couple chinois a été confirmé positif, hospitalisé, puis déclaré guéri fin février. En raison de leur origine de Wuhan et de leur trajet de l'aéroport de Milan-Malpensa à Rome *via* différentes villes, le gouvernement italien a réagi fin janvier en suspendant tous les vols en provenance de Chine. L'état d'urgence a été déclaré le 31 janvier.¹

L'impact sur l'Italie

Au 28 avril, selon le [Ministero della Salute](#), 201 505 cas avaient été recensés depuis le début de la pandémie. Actuellement, 105 205 patients ont été testés positifs, 68 941 se sont rétablis et 27 359 sont décédés. Selon le ministère de la santé et l'[Istituto Superiore di Sanità](#), l'âge moyen des patients se situe autour de 79 ans, la majorité (environ 66%) étant des hommes. Plus des deux tiers des malades présentent une température élevée ainsi qu'un essoufflement ou une toux accrue. À ce jour, le virus s'est propagé de manière

https://www.repubblica.it/cronaca/2020/01/31/news/coronavirus_alle_10_il_consiglio_dei_ministri-247224494/

inégale dans le pays : la région la plus touchée est la Lombardie, avec 57% des décès. Elle est suivie par l'Émilie-Romagne (13,7%), le Piémont (7,8%) et la Vénétie (4,7%). Toutes ces régions se trouvent dans le nord de l'Italie. Il existe quelques théories non prouvées sur cette situation. Comme expliqué plus loin, la première infection secondaire a été détectée dans la province de Lombardie, bien que des mesures de précaution aient été prises, la propagation dans le nord du pays a été impossible à contenir.

Une chronologie des réponses politiques à la crise – #IoRestoaCasa

Le véritable patient zéro en Italie reste à ce jour inconnu. Il a été impossible de suivre la voie de transmission. Néanmoins, le premier cas d'infection secondaire a été détecté à Codogno, commune de la province de Lodi, en Lombardie. Bien que les cas aient été identifiés le 18 février, la situation ne s'est aggravée qu'une semaine plus tard. Lodi a été déclarée *Zona Rossa*.

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement italien a légiféré sur les réponses politiques par le biais de plusieurs décrets ([del presidente del Consiglio dei ministri](#) (Dpcm). Ces décrets ont été initiés (pour la plupart) par Giuseppe Conte, Président du Conseil des ministres. Il travaille non seulement en étroite collaboration avec un groupe d'experts (depuis début avril), mais aussi avec le commissaire extraordinaire per l'emergenza Covid-19 Domenico Arcuri, le chef du département de la Protection Civile Angelo Borrelli, le président de l'Institut supérieur de la santé Silvio Brusaferrò et, bien sûr, le ministère de la Santé, dirigé par Roberto Speranza.

Le premier décret a été mis en œuvre le 23 février. Cette législation était destinée à contenir la propagation au-delà des premières municipalités touchées en Lombardie et Vénétie. Les mesures de

précaution consistaient principalement à interdire aux habitants de quitter ces zones dites rouges, et aux personnes extérieures d'entrer dans les villes. Dans les jours qui ont suivi, les événements de toute sorte ainsi que les activités scolaires ont été suspendus. Les décrets du 28 février et du 4 mars, ont renforcé les mesures. Pendant ce temps, la communication du Palazzo Chigi, résidence officielle du Premier ministre, emprunte non seulement les canaux officiels comme les journaux télévisés, les journaux ou leur site web, mais aussi la [page Facebook de G. Conte](#). Régulièrement, le président du Conseil informe par le biais de conférences de presse ou de discours officiels sur les derniers développements de la pandémie.

L'amplification des mesures a été opérée à la suite de la promulgation du [décret du 8 mars](#). Tout d'abord, toutes les régions du Nord ont été mises en quarantaine. Cela a entraîné un énorme mouvement de population se déplaçant rapidement du nord vers le sud, pris de panique à la perspective de ne pouvoir regagner leur lieu de résidence permanent. Le gouvernement a donc décidé d'étendre les mesures de restriction draconiennes de circulation à l'ensemble du pays. Alors qu'au début, la plupart des mesures concernaient les heures d'ouverture des supermarchés, des bars ou des restaurants (fermeture impérative après 18 heures), les nouvelles restrictions ont imposé un strict confinement de l'ensemble des citoyens.

Plus concrètement, cela a induit la suspension des activités commerciales jusqu'au 3 avril, censé être la date à laquelle le décret actuel devrait être renouvelé ou - de manière plus positive - une éventuelle réouverture du pays pourrait être envisagée. Après le 9 mars, toute forme de rassemblement de personnes dans des lieux publics a été interdite, les événements sportifs et les manifestations ont été annulés. En outre, toutes les activités commerciales ont été suspendues, à l'exception des pharmacies, des

supermarchés et d'autres formes de vente au détail de produits alimentaires.

Les régions de Lombardie et de Vénétie ont déclaré qu'elles souhaitent renforcer les restrictions car leurs territoires étaient les plus durement touchés. L'Italie n'ayant pas une structure fédérale, la protection civile ainsi que les interventions d'urgence relèvent des compétences du gouvernement. Cependant, le secteur de la santé, financé par l'impôt régional, entre en conflit avec les compétences régionales et celle nationale. Néanmoins, Giuseppe Conte a répondu sans hésitation que les mesures nationales devaient être respectées, mais que les régions étaient autorisées à imposer des restrictions supplémentaires à leurs citoyens. En Lombardie, cela signifie par exemple que les gens doivent porter des masques en dehors de leur lieu de résidence, que toute activité sportive extérieure est interdite et que les sorties pour l'approvisionnement alimentaire doivent être limitées à une fois par semaine et ce, par une seule personne par foyer.

L'étape suivante dans l'escalade des restrictions de circulation a été le décret du 22 mars. Il a mis en œuvre l'interdiction des déplacements entre les municipalités par des moyens de transport publics ou privés, les seuls motifs recevables de dérogation à ces règles étaient des raisons de santé urgentes ainsi que des impératifs professionnels. En pratique, cela signifie que les citoyens doivent remplir un formulaire d'auto-déclaration. Ces attestations pouvant être manuscrites - mentionnent l'identité et l'adresse de la personne, le motif du déplacement et leur signature. Ces [autodichiarazioni](#) ont évolué dans les semaines suivantes avec chaque décret ou ordonnance régionale. Dans le même temps, les citoyens étaient surveillés de très près par la police locale ou la Guardia di Finanza pour respecter le cadre juridique établi par les décrets, ceux qui ne se conformeraient pas aux règles de

confinement s'exposeraient à une amende, voire une arrestation.

Afin d'être plus flexible, le gouvernement a mis en œuvre le décret n°19 le 25 mars prévoyant que des parties spécifiques des décrets institués contre la propagation du COVID-19 pourraient être prolongées, modifiées et répétées jusqu'à 30 jours avant la fin de l'état d'urgence le 31 juillet. Cela signifie également que toutes les mesures sont susceptibles d'être annulées dans les mêmes conditions. Par conséquent, le 1er avril, le décret 19/2020 a été prolongé jusqu'au 13 avril. Le Vendredi Saint, un autre décret a été signé afin de prolonger toutes les mesures jusqu'au 3 mai. Cependant, depuis le 14 avril, est autorisée l'ouverture des papeteries, des librairies et des magasins de vêtements pour enfants et de puériculture – Également, la sylviculture et l'industrie du bois ont été incluses parmi les activités de production autorisées

Impacts économiques - #CuraItalia

Au début de la pandémie fin février, le Conseil des ministres a approuvé un décret qui a introduit des mesures de soutien d'urgence pour les familles, les travailleurs et les entreprises dans les provinces des zones rouges. Cette mesure a été modifiée le [17 mars \(decreto n° 70\)](#), afin de garantir

- le financement et d'autres mesures visant à renforcer le système national de santé, la protection civile et d'autres acteurs publics impliqués dans l'urgence ;
- le soutien à l'emploi et aux travailleurs pour la protection du travail et des revenus ;
- l'aide au crédit pour les ménages et les PME par le biais du système bancaire et de l'utilisation du Fonds central de garantie ;
- la suspension des obligations de paiement des impôts et des

cotisations ainsi que d'autres obligations fiscales ;

- des incitations fiscales pour l'assainissement du lieu de travail et des primes pour les employés qui restent en service.

En ce qui concerne la prévisible augmentation du chômage, le gouvernement a créé un fonds d'urgence pour la *cassa integrazione* déjà existante. Les entreprises contraintes de suspendre les activités de leur personnel et les placer en chômage partiel, peuvent demander un soutien financier pendant neuf semaines. En outre, il existe une aide pécuniaire pour les travailleurs indépendants. Ils peuvent bénéficier d'une indemnisation de 600 € par mois sans imposition.

Le pays est dans une situation catastrophique : un taux de chômage exponentiel et une chute vertigineuse de la croissance économique liés à la défaillance des secteurs du tourisme et des services, cette année. La perte pour la troisième économie de l'Union est estimée à environ 3 à 5% du PIB pour les deux premiers trimestres de l'année.

Le gouvernement italien espérait surtout une aide financière de l'Union européenne sous forme de "coronabonds". Jusqu'à présent, l'Eurogroupe n'a pas donné suite à cet instrument car l'Union n'est pas prête à s'engager politiquement et structurellement. La déception suscitée par cette décision a même conduit à ce que le Conseil des ministres envisage le refus du financement du paquet d'aide. Le ministre italien de l'Economie Antonio Misiani a déclaré qu'il n'accepterait que les aides au titre du chômage partiel et les prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) ; l'Italie envisage de refuser les financements ou les prêts du mécanisme européen de stabilité (MES). Cela pourrait être motivé par le manque de confiance dans ce mécanisme, après les trois récessions dont l'Italie a souffert au cours de la dernière décennie. Le refus de

certain types de fonds trouve sa motivation dans le sentiment que l'Italie a été abandonnée non seulement par certains Etats membres, mais bien plus encore par l'Union européenne. À ce stade, la communauté européenne se trouve à un point déterminant de son existence, tandis que l'audience des partis extrêmes s'est dangereusement accrue. À ce jour, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est excusée à deux reprises pour la réaction tardive à la situation italienne.²

Une crise pour le secteur de la santé

Outre le grave impact sur l'économie italienne, le secteur de la santé a été placé sous pression. Le Service national de santé offre des soins universels, indépendamment des revenus. Il est financé et organisé au niveau régional et a subi des réductions de financement notables ces dernières années. Outre le déficit de financement, le défi prépondérant consistait à organiser la réponse médicale à une crise naissante. Le système de santé s'est opposé aux mesures de réponse à la crise prises au niveau national. Un exemple malheureux d'échec a été et reste encore la ville de Bergame. Alors que la plupart des hôpitaux du nord de l'Italie - en particulier en Lombardie - ont été confrontés à un effondrement graduel, la situation à Bergame s'est détériorée rapidement. Le manque de lits de soins intensifs, de respirateurs et d'équipements de protection individuelle a entraîné une hécatombe. Les médias ont diffusé en continu des images de salles d'urgence surchargées, de médecins et d'infirmières épuisés ou de véhicules militaires essayant de "gérer" l'augmentation du nombre de défunts. La situation s'est graduellement améliorée dès que des mesures ont été prises pour

redéployer les médecins au sein des hôpitaux, augmenter le nombre de lits en soins intensifs ainsi que l'arrivée de médecins d'autres pays, venus en renfort pour soutenir le personnel médical italien.

Réouverture du pays, phase 2 - #andràtuttobene

Le pays étant totalement fermé depuis près de deux mois, les voix en faveur de sa réouverture commencent à se faire entendre. Les premières informations sur la "phase 2" ont été données mi-avril. Le gouvernement a mis en place un groupe de travail qui a établi un protocole de sécurité sur le lieu de travail. Il a été missionné pour élaborer des stratégies permettant de redémarrer l'activité des différents secteurs commerciaux et sociaux, en tenant compte des exigences de confinement et de prévention. Les secteurs de production classés dans la catégorie « verte » seront ouverts en priorité. La question de savoir si les activités scolaires et universitaires seront autorisées à reprendre en toute sécurité avant la fin du semestre reste encore à résoudre. Il est certain que l'Italie, pays le plus touché en Europe par la crise du Covid-19, en subira les conséquences pour longtemps.

Désirée Biehl, chargée de recherche au Centre germano-italien pour le dialogue européen de la Villa Vigoni

²<http://www.rainews.it/dl/rainews/articoli/coronavir-us-Von-der-Leyen-Ue-chiede-scusa-a-Italia-nostro-bilancio-sara-la-guida-della-ripresa-presidente-della-Commissione-europea-b6773f55-87b1-4341-a1dc-348536f03d2b.html>